



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.811/2
du 11 février 2026

sur

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
17 juillet 2012 relatif à la
couverture des frais de
fonctionnement de la Banque
nationale de Belgique liés au
contrôle des établissements
financiers et à ses missions
d'autorité de résolution, en
exécution de l'article 12*bis*, § 4,
et 12*ter*, § 2, de la loi du
22 février 1998 fixant le statut
organique de la Banque
nationale de Belgique'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.811/2
van 11 februari 2026

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
17 juli 2012 betreffende de
dekking van de werkingskosten
van de Nationale Bank van
België verbonden aan het
toezicht op financiële
instellingen en aan haar taken als
afwikkelingsautoriteit, tot
uitvoering van artikel 12*bis*, § 4,
en 12*ter*, § 2, van de wet van
22 februari 1998 tot vaststelling
van het organiek statuut van de
Nationale Bank van België'

Le 19 janvier 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances et des Pensions, chargé de la Loterie nationale et des Institutions culturelles fédérales à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12*bis*, § 4, et 12*ter*, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 9 février 2026. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Michèle BELMESSIERI, conseillères d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 février 2026.

*

Op 19 januari 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën en Pensioenen, belast met de Nationale Loterij en de Federale Culturele Instellingen verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen en aan haar taken als afwikkelingsautoriteit, tot uitvoering van artikel 12*bis*, § 4, en 12*ter*, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 9 februari 2026. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Michèle BELMESSIERI, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 februari 2026.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Interrogée sur l'absence d'avis du Comité de direction de la Banque nationale de Belgique (ci-après : la « BNB »), la déléguée a répondu :

« La Banque nationale de Belgique ('BNB') n'est pas tenue de rendre un avis sur le présent projet. La BNB a toutefois été étroitement associée à l'élaboration de ce projet ».

L'article 19.6 de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique' dispose :

« [le Comité de direction] fournit des avis aux différentes autorités exerçant un pouvoir législatif ou réglementaire sur tout projet d'acte législatif ou réglementaire qui concerne les missions de contrôle dont la Banque est ou serait chargée ».

L'article 36/2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, de la loi du 22 février 1998 dispose quant à lui :

« Conformément à l'article 12*bis*, aux dispositions du présent chapitre et aux lois particulières qui déterminent les modalités d'exercice de ces compétences, la Banque est l'autorité compétente pour l'application et le contrôle du respect des dispositions des Titres III, IV et V du règlement 2023/1114 par les entités visées au présent alinéa autorisées à exercer tout ou partie des activités visées auxdits Titres III, IV et V en application dudit Règlement ou des lois particulières assurant sa mise en œuvre ainsi que par d'autres entités agissant en qualité d'émetteur de jetons se référant à un ou des actifs, d'offeurs de jetons se référant à un ou des actifs ou de jetons de monnaie électronique ou demandant l'admission à la négociation de tels jetons ».

En l'occurrence, l'article 4 du projet se rapporte à des missions confiées à la BNB dans la mesure où cette disposition prévoit qu'à l'occasion de l'octroi des autorisations visées aux articles 12, 16, 18, 24 et 25 de la loi du 11 décembre 2025 ¹ des frais sont réclamés par la BNB aux émetteurs de jetons ainsi qu'aux prestataires de services sur crypto-actifs.

Dans son avis 77.807/2-3, la section de législation a fait observer ce qui suit :

« l'article 19, 6, de la loi du 22 février 1998 ne confère pas la moindre latitude quant à l'opportunité de soumettre ou non un projet d'acte législatif ou réglementaire au Comité de direction de la BNB. Il suffit que ce projet porte sur les missions de contrôle dont la BNB

¹ Loi du 11 décembre 2025 'mettant en œuvre le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) 1093/2010 et (UE) 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937, et le règlement (UE) 2023/1113 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les informations accompagnant les transferts de fonds et de certains crypto-actifs, et modifiant la directive (UE) 2015/849 et portant des dispositions financières diverses'.

est ou serait chargée ². Le fait que le projet ait été rédigé par 'la BNB' elle-même n'exonère pas le demandeur d'avis de solliciter l'avis du comité de direction de la BNB, ce qui ne semble pas être le cas en l'espèce » ³.

Pareille observation peut être réitérée en l'espèce. Le fait que la BNB ait été étroitement associée à l'élaboration du projet n'exonère pas son auteur de l'obligation de solliciter l'avis du Comité de direction de la BNB.

Il y sera par conséquent veillé.

2. Interrogée au sujet de la consultation préalable de la Banque centrale européenne (ci-après : la « BCE »), prévue par l'article 2, paragraphe 1, de la décision 98/415/CE du Conseil du 29 juin 1998 'relative à la consultation de la Banque centrale européenne par les autorités nationales au sujet des projets de réglementation', la déléguée a répondu :

« La BNB a confirmé qu'aucun avis de la Banque centrale européenne ('BCE') n'est requis : le projet d'arrêté royal a pour seul objet de mettre en œuvre une législation pour laquelle la question de la nécessité d'un avis de la BCE a déjà été examinée. Le projet d'arrêté royal n'a aucune incidence sur les compétences de la BCE ou du Système européen de banques centrales ('SEBC') ».

Ainsi que la section de législation l'a déjà notamment fait observer dans ses avis 54.560/2 donné le 9 décembre 2013 et 73.127/2 donné le 15 mars 2023 ⁴, en principe, le projet doit faire l'objet d'une consultation de la BCE conformément à l'article 2, paragraphe 1, troisième tiret, de la décision 98/415/CE.

L'auteur du projet veillera dès lors à demander cet avis ou, à tout le moins, à obtenir la confirmation du rapporteur de la BCE pour la Belgique que celui-ci n'est pas requis.

3. Interrogée quant à l'absence d'avis de l'Inspecteur des Finances et d'accord du Ministre du Budget, la déléguée a répondu :

« Ce projet concerne la récupération, via les entités sous supervision, des frais de fonctionnement de la BNB et vise dès lors à neutraliser autant que possible, pour la BNB, les coûts qu'elle supporte dans le cadre de l'exercice de ses missions de surveillance. Le projet n'a pas d'impact budgétaire direct ni d'autre impact financier direct pour l'État. Nous avons dès lors suivi la pratique bien établie pour les arrêtés royaux réglant la récupération

² Note de bas de page 8 de l'avis cité : Voir, en ce sens, l'avis 76.272/2

³ Avis 77.807/2 donné le 1^{er} juillet 2025 sur des amendements du Gouvernement à un avant-projet devenu la loi du 18 décembre 2025 'portant des dispositions diverses', *Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-0963/005, p. 37.

⁴ Avis 54.560/2 donné le 9 décembre 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 21 décembre 2013 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque Nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers, en exécution de l'article 12bis, § 4, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' et avis 73.127/2 donné le 15 mars 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 25 avril 2023 'modifiant l'arrêté royal du 17 juillet 2012 relatif à la couverture des frais de fonctionnement de la Banque nationale de Belgique liés au contrôle des établissements financiers et à ses missions d'autorité de résolution, en exécution de l'article 12bis, § 4, et 12ter, § 2, de la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque nationale de Belgique'.

des frais de fonctionnement de la BNB dans le cadre de ses missions de contrôle de ne pas solliciter un avis de l'Inspecteur des Finances ni du ministre du Budget ».

Le projet ayant un impact budgétaire au sens de l'arrêté royal du 20 mai 2022 'relatif au contrôle administratif, budgétaire et de gestion', les avis de l'Inspecteur des Finances et l'accord du Ministre du Budget doivent être demandés.

4. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement et du Conseil du 31 mai 2023 'sur les marchés de crypto-actifs et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937', cité à l'alinéa 1^{er} du préambule, ne constitue pas le fondement juridique du projet ⁵. Le cas échéant, il y sera renvoyé sous la forme d'un considérant placé après les visas ⁶.

2. À l'alinéa 2, il sera fait mention des dernières modifications subies par les articles 8, § 4, et 12*bis*, § 4, de la loi du 22 février 1998.

3. À l'alinéa 3, la mention de l'article 93 de la loi du 25 mai 2025 'relative à la surveillance des fournisseurs de services de messagerie financière' sera omise puisqu'il s'agit d'une disposition modificative ⁷.

Au même alinéa, le visa sera remplacé par un considérant, le projet ne trouvant pas son fondement juridique dans l'article 3, 6°, de la loi du 25 mai 2025.

⁵ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation 24.

⁶ *Ibidem*, recommandation 25.

⁷ *Ibidem*, recommandation 28.

DISPOSITIF

Article 4

Articles 15/6 à 15/10 en projet

La déléguée a été interrogée sur le caractère indemnitaire des contributions visées aux articles 15/7, §§ 1^{er} et 2, 15/8, §§ 1^{er} et 2, et 15/9, §§ 1^{er} et 2, en projet et sur le coût moyen du traitement des demandes par la BNB faisant l'objet de ces contributions.

Elle a répondu :

1° En ce qui concerne l'article 15/7, § 1^{er}, en particulier eu égard à la partie variable de la contribution calculée en pourcentage des fonds propres prudentiels :

« Il existe une proportion raisonnable entre, d'une part, les coûts réels que la BNB doit engager pour l'exercice de la mission de surveillance concernée, et, d'autre part, les montants à payer par les institutions soumises à cette surveillance. En aucun cas la BNB ne percevra, du fait de la perception de cette contribution de 20 000 EUR, augmentée d'un montant correspondant à 0,5 % des fonds propres prudentiels, un montant supérieur aux coûts qu'elle doit supporter pour la mission de surveillance en question. Au contraire, on peut partir du principe que, dans les futurs exercices calendaires, les contributions seront structurellement insuffisantes pour couvrir les coûts que la BNB devra engager pour cette supervision ».

2° En ce qui concerne la contribution visée à l'article 15/7, § 2 :

« Les montants fixés dans le projet d'arrêté royal pour la délivrance d'un agrément ont été déterminés selon une logique visant à faire en sorte que ces montants couvrent approximativement les coûts spécifiques que la BNB doit engager pour examiner un dossier de demande et délivrer un agrément, sans toutefois dépasser ces coûts.

Par conséquent, le montant de 30.000 € représente, dans une certaine mesure, un minimum des coûts que la BNB doit nécessairement engager pour traiter un dossier. Il ne doit donc pas être considéré comme une moyenne, car cela impliquerait qu'il existerait des situations dans lesquelles les coûts réels seraient inférieurs à 30.000 €, tout en donnant lieu à la perception d'une contribution de 30.000 €, ce qui ne sera pas le cas ».

3° En ce qui concerne l'article 15/8, § 1^{er}, en particulier eu égard à la partie variable de la contribution calculée en pourcentage des fonds propres prudentiels :

« La réponse qui a été donnée aux questions relatives à l'article 15/7, § 1^{er}, s'applique également ici, étant entendu qu'il s'agit ici d'une autre contribution annuelle, à savoir 0,25 % des fonds propres de l'émetteur de jetons de monnaie électronique ».

4° En ce qui concerne la contribution visée à l'article 15/8, § 2 :

« La réponse donnée aux questions relatives à l'article 15/7, § 2 s'applique également ici, étant entendu que, dans le cas de l'article 15/8, § 2, il ne s'agit pas d'une contribution mise à charge pour la délivrance d'une autorisation, mais pour un contrôle du livre blanc transmis par l'émetteur de jetons de monnaie électronique. Ce contrôle étant moins lourd que l'examen d'une demande d'autorisation, il s'explique aisément que le montant de la contribution (10 000 €) soit inférieur à celui de la contribution due à l'occasion de la délivrance d'une autorisation ».

5° En ce qui concerne la contribution visée à l'article 15/9, § 1^{er}, la déléguée a précisé que la réponse donnée pour l'article 15/7, § 1^{er}, était également d'application.

6° En ce qui concerne la contribution visée à l'article 15/9, § 2, la déléguée a précisé que la réponse donnée pour l'article 15/7, § 2, était également valable pour l'article 15/9, § 2.

Il ressort de ces réponses que le caractère indemnitaire des contributions à l'examen semble rencontré.

La section de législation attire néanmoins l'attention de l'auteur du projet sur le fait que ces estimations doivent pouvoir être chiffrées puisqu'en cas de litige, la proportionnalité et donc le caractère compensatoire des contributions devront pouvoir être démontrés. Dans cette perspective, afin de dissiper tout doute quant à la validité en droit de ces contributions et de prévenir des litiges, une justification des montants concrets sur la base d'un calcul motivé constituerait un élément utile dans le rapport au Roi ⁸.

Article 5

Article 15/11 en projet

1. Comme en a convenu la déléguée, dans la phrase liminaire de l'article 5, il est erronément fait mention de l'article 15/10 au lieu de l'article 15/11.
2. Les considérations formulées sous l'article 4 valent, *mutatis mutandis*, pour la contribution à charge des fournisseurs de messagerie financière d'importance systémique.

*

⁸ Voir *mutatis mutandis*, et dans le même sens, l'avis 50.266/3 donné le 27 septembre 2011 sur un projet devenu l'arrêté royal du 13 novembre 2011 'fixant les rétributions et cotisations dues au Fonds budgétaire des matières premières et des produits'.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Op de vraag waarom het advies van het directiecomité van de Nationale Bank van België (hierna: de “NBB”) ontbreekt, heeft de gemachtigde geantwoord:

“La Banque nationale de Belgique (‘BNB’) n’est pas tenue de rendre un avis sur le présent projet. La BNB a toutefois été étroitement associée à l’élaboration de ce projet.”

Artikel 19.6 van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’ luidt als volgt:

“Het [directiecomité] verstrekt advies aan de verschillende overheden die een wettelijke of reglementaire macht uitoefenen voor elk ontwerp van wetgevende of reglementaire akte die de toezichtopdrachten betreft waarmee de Bank belast is of zou worden.”

Artikel 36/2, § 1, eerste lid, tweede zin, van de wet van 22 februari 1998 bepaalt dan weer:

“Overeenkomstig artikel 12*bis*, de bepalingen van dit hoofdstuk en de bijzondere wetten die bepalen op welke wijze deze bevoegdheden worden uitgeoefend, is de Bank de bevoegde autoriteit voor de toepassing van en het toezicht op de naleving van de bepalingen van de Titels III, IV en V van Verordening (EU) 2023/1114 door de in dit lid bedoelde entiteiten die gemachtigd zijn alle of een deel van de in de voormelde Titels III, IV en V bedoelde activiteiten uit te oefenen krachtens de genoemde verordening of de bijzondere wetten ter uitvoering daarvan, alsook door andere entiteiten die optreden als uitgevers van activagerelateerde tokens, als aanbieders van activagerelateerde tokens of e-moneytokens of als personen die verzoeken om toelating tot de handel van dergelijke tokens.”

In casu heeft artikel 4 van het ontwerp betrekking op opdrachten die aan de NBB zijn verleend, in zoverre het bepaalt dat, ter gelegenheid van het toekennen van de machtigingen bedoeld in de artikelen 12, 16, 18, 24 en 25 van de wet van 11 december 2025,¹ de NBB aan de uitgevers van tokens alsook aan de aanbieders van cryptoactivadiensten kosten aanrekent.

In advies 77.807/2-3 heeft de afdeling Wetgeving op het volgende gewezen:

“Artikel 19, 6, van de wet van 22 februari 1998 laat (...) laat de minste ruimte om te beoordelen of een ontwerp van wetgevende of reglementaire akte al dan niet aan het directiecomité van de NBB hoort te worden voorgelegd. Het volstaat dat dat ontwerp

¹ Wet van 11 december 2025 ‘tot uitvoering van Verordening (EU) 2023/1114 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende cryptoactivamarkten en tot wijziging van Verordeningen (EU) 1093/2010 en (EU) 1095/2010 en Richtlijnen 2013/36/EU en (EU) 2019/1937, en van verordening (EU) 2023/1113 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 betreffende bij geldovermakingen en overdrachten van bepaalde cryptoactiva te voegen informatie en tot wijziging van Richtlijn (EU) 2015/849 en houdende diverse financiële bepalingen’.

betrekking heeft op de controletaken waarmee de NBB belast is of zou zijn.² Het feit dat het document opgesteld is door “de NBB” zelf, ontheft de steller van het voorontwerp niet van de verplichting het advies van het directiecomité van de NBB in te winnen, wat hij in casu blijkbaar niet heeft gedaan.”³

Een dergelijke opmerking kan ook *in casu* worden gemaakt. Het feit dat de NBB nauw betrokken is geweest bij de uitwerking van het ontwerp, stelt de steller van het ontwerp niet vrij van de verplichting het advies van het directiecomité van de NBB in te winnen.

Daar dient de steller bijgevolg op toe te zien.

2. Op een vraag over de voorafgaande raadpleging van de Europese Centrale Bank (hierna: de “ECB”), voorgeschreven in artikel 2, lid 1, van beschikking 98/415/EG van de Raad van 29 juni 1998 ‘betreffende de raadpleging van de Europese Centrale Bank door de nationale autoriteiten over ontwerpen van wettelijke bepalingen’, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La BNB a confirmé qu’aucun avis de la Banque centrale européenne (‘ECB’) n’est requis : le projet d’arrêté royal a pour seul objet de mettre en œuvre une législation pour laquelle la question de la nécessité d’un avis de la ECB a déjà été examinée. Le projet d’arrêté royal n’a aucune incidence sur les compétences de la ECB ou du Système européen de banques centrales (‘SEBC’).”

Zoals de afdeling Wetgeving al heeft opgemerkt in onder meer advies 54.560/2 van 9 december 2013 en advies 73.127/2 van 15 maart 2023,⁴ moet de ECB in principe over het ontwerp geraadpleegd worden, overeenkomstig artikel 2, lid 1, derde streepje, van beschikking 98/415/EG.

De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat dat advies wordt aangevraagd, ofwel moet hij van de rapporteur van de ECB voor België ten minste de bevestiging krijgen dat het advies niet vereist is.

3. Op de vraag waarom het advies van de inspecteur van Financiën en de akkoordbevinding van de minister van Begroting ontbreken, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Ce projet concerne la récupération, via les entités sous supervision, des frais de fonctionnement de la BNB et vise dès lors à neutraliser autant que possible, pour la BNB,

² Voetnoot 8 van het geciteerde advies: Zie in die zin adv. RvS 76.272/2.

³ Advies 77.807/2 van 1 juli 2025 over amendementen van de regering op een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 18 december 2025 ‘houdende diverse bepalingen’, *Parl.St.* Kamer 2025-26, nr. 56-963/5, 37.

⁴ Advies 54.560/2 van 9 december 2013 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 21 december 2013 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’, en advies 73.127/2 van 15 maart 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 25 april 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 juli 2012 betreffende de dekking van de werkingskosten van de Nationale Bank van België verbonden aan het toezicht op financiële instellingen en aan haar taken als afwikkelingsautoriteit, tot uitvoering van artikel 12bis, § 4, en 12ter, § 2, van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’.

les coûts qu'elle supporte dans le cadre de l'exercice de ses missions de surveillance. Le projet n'a pas d'impact budgétaire direct ni d'autre impact financier direct pour l'État. Nous avons dès lors suivi la pratique bien établie pour les arrêtés royaux réglant la récupération des frais de fonctionnement de la BNB dans le cadre de ses missions de contrôle de ne pas solliciter un avis de l'Inspecteur des Finances ni du ministre du Budget.”

Aangezien het ontwerp een budgettaire weerslag heeft in de zin van het koninklijk besluit van 20 mei 2022 ‘betreffende de administratieve, begrotings- en beheerscontrole’, moet om het advies van de inspecteur van Financiën en om de akkoordbevinding van de minister van Begroting worden verzocht.

4. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van die vormvereisten nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. Verordening (EU) 2023/1114 van het Europees Parlement en de Raad van 31 mei 2023 ‘betreffende cryptoactivamarkten en tot wijziging van Verordeningen (EU) nr. 1093/2010 en (EU) nr. 1095/2010 en Richtlijnen 2013/36/EU en (EU) 2019/1937’, vermeld in het eerste lid van de aanhef, vormt niet de rechtsgrond van het ontwerp.⁵ Men kan er in voorkomend geval naar verwijzen in de vorm van een overweging, te vermelden na de aanhefverwijzingen.⁶

2. In het tweede lid moet melding gemaakt worden van de laatste wijzigingen die in de artikelen 8, § 4, en 12bis, § 4, van de wet van 22 februari 1998 zijn aangebracht.

3. De vermelding van artikel 93 van de wet van 25 mei 2025 ‘houdende het toezicht op aanbieders van financiële berichtendiensten’ moet uit het derde lid worden weggelaten aangezien het om een wijzigingsbepaling gaat.⁷

Datzelfde lid moet worden geredigeerd als een overweging en niet als een aanhefverwijzing, aangezien het ontwerp geen rechtsgrond vindt in artikel 3, 6°, van de wet van 25 mei 2025.

⁵ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 24.

⁶ *Ibidem*, aanbeveling 25.

⁷ *Ibidem*, aanbeveling 28.

DISPOSITIEFArtikel 4*Ontworpen artikelen 15/6 tot 15/10*

Aan de gemachtigde is gevraagd of de bijdragen bedoeld in de ontworpen artikelen 15/7, § 1 en § 2, 15/8, § 1 en § 2, en 15/9, § 1 en § 2, als vergoeding gelden, en hoeveel het behandelen van de aanvragen door de NBB, waarvoor die bijdragen worden gevraagd, gemiddeld kost.

De gemachtigde heeft de volgende antwoorden gegeven.

1° In verband met artikel 15/7, § 1, in het bijzonder gelet op het variabele deel van de bijdrage berekend als een percentage van het prudentieel eigen vermogen:

“Il existe une proportion raisonnable entre, d’une part, les coûts réels que la BNB doit engager pour l’exercice de la mission de surveillance concernée, et, d’autre part, les montants à payer par les institutions soumises à cette surveillance. En aucun cas la BNB ne percevra, du fait de la perception de cette contribution de 20 000 EUR, augmentée d’un montant correspondant à 0,5 % des fonds propres prudentiels, un montant supérieur aux coûts qu’elle doit supporter pour la mission de surveillance en question. Au contraire, on peut partir du principe que, dans les futurs exercices calendaires, les contributions seront structurellement insuffisantes pour couvrir les coûts que la BNB devra engager pour cette supervision.”

2° In verband met de bijdrage bedoeld in artikel 15/7, § 2:

“Les montants fixés dans le projet d’arrêté royal pour la délivrance d’un agrément ont été déterminés selon une logique visant à faire en sorte que ces montants couvrent approximativement les coûts spécifiques que la BNB doit engager pour examiner un dossier de demande et délivrer un agrément, sans toutefois dépasser ces coûts.

Par conséquent, le montant de 30.000 € représente, dans une certaine mesure, un minimum des coûts que la BNB doit nécessairement engager pour traiter un dossier. Il ne doit donc pas être considéré comme une moyenne, car cela impliquerait qu’il existerait des situations dans lesquelles les coûts réels seraient inférieurs à 30.000 €, tout en donnant lieu à la perception d’une contribution de 30.000 €, ce qui ne sera pas le cas.”

3° In verband met artikel 15/8, § 1, in het bijzonder gelet op het variabele deel van de bijdrage berekend als een percentage van het prudentieel eigen vermogen:

“La réponse qui a été donnée aux questions relatives à l’article 15/7, § 1^{er}, s’applique également ici, étant entendu qu’il s’agit ici d’une autre contribution annuelle, à savoir 0,25 % des fonds propres de l’émetteur de jetons de monnaie électronique.”

4° In verband met de bijdrage bedoeld in artikel 15/8, § 2:

“La réponse donnée aux questions relatives à l’article 15/7, § 2 s’applique également ici, étant entendu que, dans le cas de l’article 15/8, § 2, il ne s’agit pas d’une contribution mise à charge pour la délivrance d’une autorisation, mais pour un contrôle du livre blanc transmis par l’émetteur de jetons de monnaie électronique. Ce contrôle étant moins lourd que l’examen d’une demande d’autorisation, il s’explique aisément que le

montant de la contribution (10 000 €) soit inférieur à celui de la contribution due à l'occasion de la délivrance d'une autorisation."

5° In verband met de bijdrage bedoeld in artikel 15/9, § 1, heeft de gemachtigde aangegeven dat het antwoord betreffende artikel 15/7, § 1, ook hier van toepassing is.

6° In verband met de bijdrage bedoeld in artikel 15/9, § 2, heeft de gemachtigde aangegeven dat het antwoord betreffende artikel 15/7, § 2, ook geldt voor artikel 15/9, § 2.

Uit die antwoorden blijkt dat de voorliggende bijdragen een vergoedende aard hebben.

De afdeling Wetgeving wijst de steller van het ontwerp niettemin op het feit dat die ramingen becijferd moeten kunnen worden aangezien men in geval van geschil de evenredigheid en dus de vergoedende aard van de bijdragen moet kunnen aantonen. Tegen die achtergrond zou het nuttig zijn in het verslag aan de Koning de concrete bedragen te verantwoorden aan de hand van een gemotiveerde berekening, dit om elke twijfel over de rechtsgeldigheid van die bijdragen weg te nemen en om geschillen te voorkomen.⁸

Artikel 5

Ontworpen artikel 15/11

1. De gemachtigde heeft beaamd dat in de inleidende zin van artikel 5 verkeerdelijk artikel 15/10 vermeld wordt in plaats van artikel 15/11.
2. Wat over artikel 4 is opgemerkt, geldt *mutatis mutandis* voor de bijdrage ten laste van de systeemrelevante aanbieders van financiële berichtendiensten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRESIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX

⁸ Zie *mutatis mutandis* en in dezelfde zin advies 50.266/3 van 27 september 2011 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 13 november 2011 'tot vaststelling van de retributies en bijdragen verschuldigd aan het Begrotingsfonds voor de grondstoffen en de producten'.